

Le 10 octobre 2020.

### **Lettre ouverte à Sophie Pétronin**

Le mardi 6 octobre 2020, vous recouvriez la liberté après 4 années de captivité, libération obtenue grâce « aux efforts des services de renseignements, des Forces Armées et de Sécurité, des partenaires du Mali et de la cellule de crise » du gouvernement malien.

A peine vos pieds eurent ils foulé de nouveau le sol de votre pays natal que vos premières paroles furent de transmettre votre désir de retour vers le Mali. Soit.

En 2012, vous fîtes déjà l'objet d'une première tentative d'enlèvement qui vous valu de vous réfugier au consulat d'Algérie, puis de vous exfiltrer du pays par le désert grâce à l'aide d'une famille locale. Formidable, vous étiez toujours libre. Dans un rapport à l'Association d'Aide à Gao, vous écriviez alors que « le risque d'attentat et d'enlèvement visant les occidentaux (était) toujours très élevé dans tout le Mali ». C'était en 2012. En pleine connaissance de cause, l'année suivante, vous retourniez au Mali pour poursuivre votre mission auprès des enfants.

Nous étions donc prévenus, vous étiez déjà beaucoup plus Malienne que Française de coeur, et nu n'y trouvera à redire.

Le 24 décembre 2016, le Groupe de Soutien à l'islam et aux musulmans (association liée à Al Qaïda) revendiqua votre enlèvement. Le gouvernement français ouvrit alors une enquête confiée à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure. Votre fils remua ciel et terre pour que la diplomatie arrive à son terme afin de tirer sa maman des bras de ses geôliers, nous communiquant sa très grande préoccupation quant à votre état de santé. Il proclama aussi que « Mr Macron a un devoir de transparence, et je crois que dans la situation d'urgence ... on a tous peur qu'elle soit en train de mourir s'il y a refus de négociation ». Soutenu par Ingrid Betancourt, Mr Sébastien Chadaud-Pétronin alla jusqu'à estimer publiquement que Mr Macron lui avait manifesté « le même mépris que celui affiché face aux Gilets Jaunes », et qu'il fut « le seul à avoir le pouvoir de vie et de mort » sur vous, sa mère.

2020. Par bonheur, le gouvernement Malien oeuvre pour votre libération, avec celles de monsieur Soumaïla Cissé, Président de l'URD, (Union pour la République Démocratique) ainsi que deux ressortissants Italiens, messieurs Nicola Chiacchio et Pier Luigi Maccalli. Formidable. Devant les images de vos émouvantes retrouvailles au sortir de votre aéronef, nous nous sommes tous sentis très fiers de votre retour

dans votre patrie.

Malheureusement, cet enthousiasme fut de courte durée, lorsque tout d'abord, nul ne compris votre obstination à vouloir garder ce voile. Blanc, immaculé et finalement, revendiqué. Dans notre souvenir, vous étiez une dame sur une photo, souriante, cheveux aux vents, entourée d'enfants, et surtout libre. Nous étions tous alors, en empathie avec vous et votre fils.

Vous déclarez tout d'abord que votre désir est de retourner au Mali, puis vous nommez vos gëoliers: « militaires ». Nous écoutons alors votre première déclaration aux média français: « Pour le Mali je vais prier, implorer les bénédictions et la miséricorde d'Allah, car maintenant je suis musulmane. Vous dites Sophie mais c'est Mariam que vous avez devant vous ».

Les informations se révèlent autour de votre retour: la contrepartie est la libération de 200 Djihadistes et le possible versement de 10 millions d'euros...

Votre fils parlait de mépris du Président Macron à votre égard, nous réalisons tous aujourd'hui que le mépris est en fait en regard de nos soldats de l'opération Barkhane, dont 45 ont déjà perdu la vie pour défendre seuls un territoire immense, et récupérer des personnes comme vous, enlevées et en danger. Vos propos sont en total inadéquation avec ce pour quoi nos militaires se battent au Sahel. L'irrévérence, c'est de ne pas reconnaître que la libération de 200 djihadistes met à nouveau en danger ceux qui les traquent.

L'indécence, c'est de n'avoir eu aucun remerciement à l'égard de ceux qui ont négocié pour que vous soyez à nouveau en terre de France.

Le camouflet, c'est d'avoir insinué un doute. Celui de vos conditions réelles de détention, et surtout, celui de votre possible retournement.

J'en appelle donc au Président de la République, afin qu'il crée le plus rapidement possible, une « structure de retour » pour les otages libérés: accompagner et suivre. Et je demande qu'un député s'empare d'une proposition de loi afin qu'un otage, pour qui des personnels risquent leur vie, pour qui la France a payer une rançon, soit assuré du soutien du pays, mais aussi averti qu'en cas de retour sur les lieux de son enlèvement, il le fera en son âme et conscience et ne bénéficiera pas une seconde fois de la protection de la nation.

Les 10 millions d'euros (possiblement) versés pour votre libération ne doivent en aucun cas devenir une rente pour radicalisés, ni un financement pour terroristes, et encore moins une négation supplémentaire ni un sabotage du travail héroïque de

nos soldats en opération extérieure.

A la lumière de tout ceci, il est tout à fait compréhensible que le Président Emmanuel Macron, outre sa présence sur le tarmac de l'aéroport « libre », ai jugé nécessaire de ne pas faire de déclaration.